

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS	ANNONCES ET AVIS DIVERS								
	<table><tr><td></td><td>VOIE NORMALE</td><td>VOIE AERIEENNE</td></tr><tr><td></td><td>Six mois</td><td>Un an</td><td>Six mois</td><td>Un</td></tr></table>		VOIE NORMALE	VOIE AERIEENNE		Six mois	Un an	Six mois	Un	
	VOIE NORMALE	VOIE AERIEENNE								
	Six mois	Un an	Six mois	Un						
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie Nationale à Rufisque	an Sénégal et autres Etats de la CEDEAO 15.000f 31.000f	La ligne 1.000 francs								
Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance	Etranger : France, Zaïre R.C.A. Gabon, Maroc Algérie, Tunisie 20.000f 40.000f Etranger : Autres Pays 23.000f 46.000f	Chaque annonce répétée Moitié prix								
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Prix du numéro Année courante 600 f Année ant. 700f Par la poste Majoration de 130 f par numéro Journal légalisé 900 f Par la poste -	(Il n'est jamais compté moins de 10 000 francs pour les annonces).								
		Compte bancaire B.I.C.I.S n°9520790630/81								

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

LOI

2010

23 avr. Loi n° 2010-07 portant loi de règlement pour la gestion 2001 989

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces 1005

PARTIE OFFICIELLE

LOI

LOI n° 2010-07 du 23 avril 2010

portant loi de règlement pour la gestion 2001.

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du vendredi 5 mars 2010 :

Le Sénat a adopté, en sa séance du mercredi 14 avril 2010 :

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

I. - CONSTATATION DU MONTANT DEFINITIF

DES ENCAISSEMENTS DE RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE DEPENSES

Article premier. - Conformément aux dispositions de l'article 37, alinéa 1 de la loi n° 75-64 du 28 juin 1975 portant loi organique relative aux lois de finances, le montant définitif des encaissements nets de recettes et des ordonnancements de dépenses se présente comme suit :

I.1. - Budget de Fonctionnement :

- Recettes encaissées	609.103.631.212 francs CFA
- Dépenses ordonnancées	604.331.532.084 francs CFA
- Excédentss de recettes sur les dépenses	4.772.099.128 francs CFA

I.2. - Budget d'Equipement :

- Recettes encaissées	108.023.665.979 francs CFA
- Dépenses ordonnancées	117.158.204.828 francs CFA
- Excédent des dépenses sur sur les recettes	9.134.538.849 francs CFA

I.3. - Récapitulation :

NATURE	RECETTES ENCAISSEES	DEPENSES ORDONNANCES	RESULTAT
FONCTIONNEMENT	609.103.631.212	604.331.532.084	4.772.099.128
EQUIPEMENT	108.023.665.979	117.158.204.828	-9.134.538.849
BUDGET GENERAL	717.127.297.191	721.489.736.912	-4.362.439.721

II. - ETABLISSEMENT DU COMPTE DE RESULTAT :**II.1. - Résultat Budget général :**

Art. 2. - Conformément aux dispositions de l'article 37, alinéa 2 de la loi 75-64 du 28 juin 1975 portant loi organique relative aux lois de finances, l'excédent des dépenses sur les recettes est arrêté à la somme de 4.362.439.721 de francs CFA.

II. 2. - Constatation des pertes et profits dans l'exécution des comptes spéciaux du Trésor :

Art. 3. - Conformément aux dispositions de l'article 37, alinéa 2 de la loi 75-64 du 28 juin 1975 portant loi organique relative aux lois de finances, sont constatés des pertes d'un montant de 8.120.435.658 francs CFA dans l'exécution des Comptes spéciaux du Trésor au titre de la gestion 2001, par application des articles 22 de la loi organique précitée.

Art. 4. - Conformément aux dispositions de l'article 37, alinéa 2 de la loi 75-64 du 28 juin 1975 portant loi organique relative aux lois de finances, sont constatées des profits d'un montant de 666.242.112 francs CFA dans l'exécution des Comptes spéciaux du Trésor au titre de la gestion 2001, par application de l'article 22 de la loi organique précitée.

II. 3. - Constatation des pertes dans l'exécution des opérations de Trésorerie :

Art. 5. - Sont constatées, conformément aux dispositions de l'article 37, alinéa 2 de la loi 75-64 du 28 juin 1975 portant loi organique relative aux lois de finances, des pertes de -5.408.488.670 francs CFA résultant de l'exécution des opérations de trésorerie de la gestion 2001.

**III. - TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2001
AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR**

III.1. - Budget Général :

Art. 6. - Est autorisé, conformément aux dispositions de l'article 37, alinéa 3 de la loi 75-64 du 28 juin 1975 portant loi organique relative aux lois de finances, le transfert au Compte Permanent des découverts du Trésor de l'excédent des dépenses sur les recettes mentionnées à l'article 2, arrêté à la somme de 4.362.439.721 de francs CFA

III.2. - Comptes spéciaux du Trésor :

Art. 7. - Est autorisé, conformément aux dispositions de l'article 37, alinéa 3 de la loi 75-64 du 28 juin 1975 portant loi organique relative aux lois de finances, le transfert au Compte Permanent des découverts du Trésor des pertes d'un montant de 8.120.435.658 francs CFA constatées à l'article 3.

Art. 8. - Est autorisé, conformément aux dispositions de l'article 37, de la loi 75-64 du 28 juin 1975 portant loi organique relative aux lois de finances, le transfert au Compte Permanent des découverts du Trésor des profits d'un montant de 666.242.112 francs CFA constatés à l'article 4.

III.3. - Comptes de Trésorerie :

Art. 9. - Est autorisé, conformément aux dispositions de l'article 37, alinéa 2 de la loi 75-64 du 28 juin 1975 portant loi organique relative aux lois de finances, le transfert au Compte Permanent des découverts du Trésor des pertes d'un montant de -5.408.488.670 francs CFA constatées à l'article 5.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar le 23 avril 2010.

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE.

ANNEXES AU PROJET DE LOI

ANNEXE 1 LA SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL

11 septembre 2010

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

DEVELOPPEMENT DES RECETTES BUDGETAIRES ANNEE 2001

NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS INITIALES	PREVISIONS RECTIFIEES	RECOUVREMENTS
I. - TITRE 1 : RECETTES FISCALES			
SECTION 1. : Impôts directs			
Chapitre 012 : impôts sur le revenu	124.500.000.000		133.487.033.191
IS	47.654.000.000		50.209.506.064
IR	60.425.000.000		66.172.362.283
IRVM	16.421.000.000		10.446.680.433
CFCE			6.658.484.411
Chapitre 016. - Autres Impôts directs	0		261.706.060
TOTAL SECTION I : Impôts directs	124.500.000.000	0	133.748.739.251
SECTION II. : Impôts indirects			
Chapitre 021 : droits de douane à l'importation	192.500.000.000		208.209.160.851
Chapitre 022 : droit à l'exportation	192.500.000.000		208.209.160.851
TOTAL DROITS DE DOUANE	192.500.000.000		208.209.160.851
Chapitre 023 : taxe sur la consommation intérieure	68.800.000.000		
Taxe sur les tabacs	5.304.000.000		63.076.627.096
Taxe sur les corps gras	300.000.000		4.861.447.675
Taxe sur l'alcool	2.500.000.000		618.328.573
Taxe sur les boissons gazeuses	404.000.000		2.721.093.084
Taxe sur les noix de colas	404.000.000		447.795.669
Taxe sur le thé	323.000.000		220.406.172
Taxe sur le café	185.000.000		296.196.736
Taxe sur le ciment			
Taxe sur le pétrole	59.380.000.000		53.787.330.221
Chapitre 024 : taxes sur le chiffre d'affaires	167.000.000.000		138.178.147.974
Taxe sur la valeur ajoutée	167.000.000.000		117.846.907.985
Taxe d'égalisation			8.589.329.650
Taxe sur les opérations bancaires			11.741.910.339
Total taxes spécifiques et taxes sur le chiffre d'affaires	235.800.000.000		201.254.775.070
TOTAL SECTION II : Impôts indirects	428.300.000.000	0	409.463.935.921
SECTION III. : Droits d'enregistrement de timbre et taxe pour service rendu			
Chapitre 031 : droit d'enregistrement	15.000.000.000		20.158.110.858
Chapitre 032 : droit de timbre	11.100.000.000		11.769.352.518
Chapitre 033 : taxe diverse pour services rendus	200.000.000		157.612.862
TOTAL SECTION III : Droits d'enregistrement de timbre et taxe* pour service rendus	26.300.000.000		32.085.076.238
TOTAL TITRE I : RECETTES FISCALES	579.100.000.000	0	575.297.751.410

DEVELOPPEMENT DES RECETTES BUDGETAIRES ANNEE 2001

NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS INITIALES	PREVISIONS RECTIFIEES	RECOUVREMENTS
TITRE II : RECETTES NON FISCALES			
SECTION I. : Revenu du Domaine et des valeurs			
Chapitre 041 : revenu du Domaine immobilier	3.000.000.000		1.584.573.138
Chapitre 042 : revenu du domaine forestier	500.000.000		1.257.275.909
Chapitre 043 : revenu du domaine maritime	300.000.000		5.567.048.541
dont accord de pêche	0		5.247.656.000
Chapitre 044 : revenu du domaine mobilier	600.000.000		1.152.489.224
Chapitre 045 : revenu des valeurs mobilières	6.000.000.000		5.822.439.270
Chapitre 046 : revenu du domaine minier	0		319.888.840
TOTAL SECTION I : Revenu domaine et des valeurs	10.400.000.000	0	15.703.714.922
SECTION II. : Recettes des services et produits divers			
Chapitre 052 : recettes diverses des services	380.000.000		59.077.421
Chapitre 053 : recettes diverses et accidentelles	0		16.483.087.459
TOTAL SECTION II : Recettes des services et produits divers	380.000.000	0	16.542.164.880
SECTION III. : Contributions et participations financières			
Chapitre 064 : Dons et / ou aides budgétaires	0		0
Chapitre 066 : Contribution et participation des organismes privés	1.600.000.000		1.560.000.000
TOTAL SECTION III : Contribution et participation financières	1.600.000.000		1.560.000.000
TOTAL TITRE II : RECETTES NON FISCALES ...	12.38.000.000	0	33.805.879.802
TOTAL RECETTES ORDINAIRES	591.480.000.000	0	609.103.631.212
TITRE III : RECETTES EXTRAORDINAIRES			
Remboursements prêts rétrocédés	10.000.000.000		10.284.578.979
Produits des emprunts	0		81.952.795.614
Produits initiative PPTE	0		15.786.291.386
Subvention de budget de fonctionnement	116.600.000.000		116.600.000.000
TOTAL : RECETTES EXTRAORDINAIRES	126.600.000.000	0	224.623.665.979
TOTAL : RECETTES BUDGETAIRES	718.080.000.000	0	833.727.297.191
TOTAL : RECETTES HORS SUBVENTIONS ET EMPRUNTS	601.480.000.000	0	619.388.210.191

ANNEXE II
SITUATION DE L'EXECUTION
DES DEPENSES
DU
BUDGET GENERAL

**SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES
A LA DATE DU 31 DECEMBRE 2001**

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTÈRES	CREDITS OUVERTS	MODIFICAT.	Loi de Finances Rectificative	CREDITS DE LA GESTION	REGLLEMENTS DE LA GESTION	DISPONIBLE OU DEPASSEM.
	1	2	3	4	5	6
10 DETTE PUBLIQUE	131.400.000.000		-23.400.000.000	108.000.000.000	126.621.087.252	-18.621.087.252
TOTAL 10	131.400.000.000	0	-23.400.000.000	108.000.000.000	126.621.087.252	-18.621.087.252
21 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE						
Chapitre 211 - personnel	1.462.000.000	104.767.000	0	1.566.767.000	1.340.482.363	226.284.637
Chapitre 212 - matériel	2.536.967.000	1.847.431.920	0	4.384.398.920	4.609.155.926	-224.757.006
Chapitre 213 - entretien	169.036.000	80.000.000	0	249.036.000	216.313.156	32.722.844
Chapitre 214 - transfert	48.273.000	0	0	48.273.000	48.106.400	166.600
Chapitre 215 - diverses	267.680.000	0	0	267.680.000	249.254.260	18.425.740
Chapitre 216 - spéciales	580.000.000	1.820.000.000	0	2.400.000.000	2.400.000.000	0
Total 21	5.063.956.000	3.852.198.920	0	8.916.154.920	8.863.312.105	52.842.815
22 ASSEMBLEE NATIONALE						
Chapitre 221 - personnel	2.900.000.000	0	0	2.900.000.000	3.001.028.000	-101.028.000
Chapitre 222 - matériel	1.726.370.000	0	0	1.726.370.000	1.726.370.000	0
Chapitre 223 - entretien	761.930.000	0	0	761.930.000	693.400.000	68.530.000
Chapitre 224 - transfert	96.800.00	0	0	96.800.00	96.800.00	0
Chapitre 225 - diverses	442.200.000	20.000.000	0	462.200.000	442.200.000	20.000.000
Total 22	5.927.300.000	20.000.000	0	5.947.300.000	5.959.798.000	-12.498.000
23 CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL						
Chapitre 231 - personnel	97.635.000	0	0	97.635.000	106.658.569	-9.023.569
Chapitre 323 - matériel	312.224.000	0	-256.572.000	85.652.000	85.651.500	500
Total 23	439.859.000	0	-256.572.000	183.287.000	192.310.069	-9.023.069
24 SENAT						
Chapitre 241 - personnel	1.267.600.000	0	- 756.498.000	511.102.000	731.192.177	- 220.090.177
Chapitre 242 - matériel	507.000.000		- 464.750.000	42.250.000	42.250.000	0
Chapitre 243 - entretien	100.000.000		- 91.667.000	8.333.000	8.333.000	0
Chapitre 244 - transfert	120.000.000		- 110.000.000	10.000.000	10.000.000	0
Chapitre 245 - diverses	442.000.000		- 405.167.000	36.833.000	36.833.000	0
Total 24	2.436.600.000	0	- 1.828.082.000	608.518.000	828.608.177	- 220.090.177
25 CONSEIL CONSTITUTIONNEL						
Chapitre 251 - personnel	83.863.000	0	0	83.863.000	66.409.274	17.453.726
Chapitre 252 - matériel	47.261.000	40.000.000	0	87.261.000	44.604.312	42.656.688
Total 25	131.124.000	40.000.000	0	171.124.000	111.013.586	60.110.414
26 CONSEIL D'ETAT						
Chapitre 261 - personnel	136.037.000	0	0	136.037.000	136.116.073	- 79.073
Chapitre 262 - matériel	314.803.000	0	0	314.803.000	292.600.373	22.202.627
Total 26	450.840.000	0	0	450.840.000	428.716.446	22.123.554

**SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES
A LA DATE DU 31 DECEMBRE 2001**

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTERES	CREDITS OUVERTS 1	MODIFICAT. 2	Loi de Finances Rectificative 3	CREDITS DE LA GESTION 4	REGLEMENTS DE LA GESTION 5	DISPONIBLE OU DEPASSEM. 6
27 COUR DE CASSATION						
Chapitre 271 - personnel	245.527.000	0	0	245.527.000	164.571.094	80.955.906
Chapitre 272 - matériel	103.159.000	0	0	103.159.000	96.161.808	4.997.192
Total 27	348.686.000	0	0	348.686.000	262.732.902	85.953.098
28 COUR DES COMPTES						
Chapitre 281 - personnel	341.832.000	0	0	341.832.000	206.170.549	135.661.451
Chapitre 282 - matériel	156.810.000	0	0	156.810.000	130.324.848	26.485.152
Chapitre 283 - entretien	8.825.000	0	0	8.825.000	8.786.183	38.817
Chapitre 284 - diverses	8.825.000	0	0	8.825.000	6.436.910	2.388.090
Total 28	516.292.000	0	0	516.292.000	351.718.490	164.573.510
30 PRIMATURE						
Chapitre 301 - personnel	754.467.000	- 104.767.000	356.044.000	1.005.744.000	745.355.718	260.388.282
Chapitre 302 - matériel	2.721.084.000	- 88.056.000	717.229.000	3.350.257.000	2.678.684.287	671.572.713
Chapitre 303 - entretien	60.000.000	- 4.500.000	10.765.000	66.265.000	84.484.877	- 18.219.877
Chapitre 304 - transfert	395.178.000	- 219.546.000	314.146.000	489.778.000	489.468.000	310.000
Chapitre 305 - diverses	670.858.000	0	0	670.858.000	670.856.574	1.425
Total 30	4.601.587.000	- 416.869.000	1.398.184.000	5.582.902.000	4.668.859.456	914.052.644
31 MINISTERE AFFAIRES ETRANGERES						
Chapitre 311 - personnel	6.961.301.000	0	45.188.000	7.006.489.000	7.081.757.269	- 75.268.269
Chapitre 312 - matériel	4.488.138.000	111.000.000	54.746.000	4.633.884.000	4.333.189.393	300.694.607
Chapitre 313 - entretien	2.974.323.000	3.250.000	0	2.977.573.000	3.727.824.749	- 750.251.749
Chapitre 314 - transfert	2.890.310.000	80.000.000	0	2.970.310.000	2.930.840.557	39.469.443
Chapitre 315 - diverses	1.470.834.000	- 44.782.324	0	1.426.051.676	1.578.785.037	- 152.733.361
Total 31	18.764.906.000	149.467.676	99.934.000	19.014.307.676	19.652.397.005	- 638.089.329
32 MINISTERE DES FORCES ARMÉES						
Chapitre 321 - personnel	39.519.818.000	0	0	39.519.818.000	37.953.269.471	1.566.548.529
Chapitre 322 - matériel	11.395.435.000	137.967.000	0	11.533.402.000	11.477.685.691	55.716.309
Chapitre 323 - entretien	433.808.000	- 42.060.000	0	391.748.000	382.542.215	9.205.785
Chapitre 324 - transfert	111.988.000	0	0	111.988.000	111.988.000	0
Total 32	51.461.049.000	95.907.000	0	51.556.956.000	49.925.485.377	1.631.470.623
33 MINISTERE DE L'INTERIEUR						
Chapitre 331 - personnel	15.323.800.000	0	870.439.000	16.194.239.000	11.873.054.419	1.321.184.581
Chapitre 332 - matériel	3.877.439.000	0	139.226.000	4.016.665.000	4.366.380.438	- 349.715.438
Chapitre 334 - transfert	0	0	7.289.537.000	7.289.537.000	7.317.046.101	- 27.509.101
Chapitre 335 - diverses	8.334.120.000	0	800.000.000	9.134.120.000	7.206.068.437	1.928.051.563
Total 33	27.535.359.000	0	9.099.202.000	36.634.661.000	33.762.549.395	2.872011605

SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES A LA DATE DU 31 DECEMBRE 2001

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTÈRES	CREDITS OUVERTS	MODIFICAT.	Loi de Finances Rectificative	CREDITS DE LA GESTION	REGLEMENTS DE LA GESTION	DISPONIBLE OU DEPASSEM.
	1	2	3	4	5	6
34 MINISTÈRE DE LA JUSTICE						
Chapitre 341 - personnel	5.218.147.000	0	0	5.218.147.000	4.694.543.472	523.603.528
Chapitre 342 - matériel	1.687.161.000	0	0	1.687.161.000	1.546.048.702	141.112.298
Chapitre 343 - entretien.	101.427.000	214.700.000	0	316.127.000	197.262.070	118.864.930
Chapitre 344 - transfert	33.938.000	28.400.000	0	62.338.000	70.607.560	-8.269.560
Chapitre 345 - diverses	904.808.000	-680.000.000	0	224.808.000	234.652.545	-9.844.545
Total 34	7.945.481.000	-436.900.000	0	7.508.581.000	6.743.114.349	765.466.651
35 MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI						
Chapitre 351 - personnel	747.042.000	0	0	747.042.000	434.672.653	312.369.347
Chapitre 352 - matériel	380.359.000	3.700.000	0	384.059.000	309.009.556	75.049.444
Chapitre 353 - entretien.	36.960.000	-242.000	0	36.718.000	36.676.990	41.010
Chapitre 354 - transfert	57.568.000	-14.926.000	0	42.642.000	42.642.000	0
Chapitre 355 - diverses	66.587.000	0	0	66.587.000	66.531.361	55.639
Total 35	1.288.516.000	-11.468.000	0	1.277.048.000	889.532.560	387.515.440
36 MINISTÈRE CHARGÉ DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS						
Chapitre 361 personnel	34.439.000	0	0	34.439.000	485.096.332	-450.657.332
Chapitre 362 - matériel	42.657.000	8.000.000	0	50.657.000	49.120.768	1.563.232
Chapitre 363 - entretien	0	0	0	0	0	0
Chapitre 364 - transfert	0	0	0	0	0	0
Chapitre 365 - diverses	0	0	0	0	0	0
Total 36	77.096.000	8.000.000	0	85.096.000	534.217.100	-449.121.100
38 MINISTÈRE DE L'INTEGRATION AFRICAINE						
Chapitre 381 - personnel	45.188.000	0	-45.188.000	0	0	0
Chapitre 382 - matériel	54.746.000	0	-54.746.000	0	0	0
Total 38	99.934.000	0	99.934.000	0	0	0
39 MINISTÈRE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION						
Chapitre 391 - personnel	962.367.000	0	-962.367.000	0	0	0
Chapitre 392 - matériel	166.138.000	0	-166.138.000	0	0	0
Chapitre 393 - entretien	0	0	0	0	0	0
Chapitre 394 - transfert	7.289.537.000	0	-7.289.537.000	0	0	0
Chapitre 395 - diverses	800.000.000	0	-800.000.000	0	0	0
Total 39	9.218.042.000	0	-9.218.042.000	0	0	0

SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES A LA DATE DU 31 DECEMBRE 2001

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTÈRES	CREDITS OUVERTS 1	MODIFICAT. 2	Loi de Finances Rectificative 3	CREDITS DE LA GESTION 4	REGLEMENTS DE LA GESTION 5	DISPONIBLE OU DEPASSEM. 6
40 MINISTÈRE DE LA PÊCHE						
Chapitre 401 - personnel	469.542.000	68.039.000	0	532.581.000	554.547.697	-21.966.697
Chapitre 402 - matériel	104.370.000	12.629.000	116.999.000	116.999.000	100.476.424	16.522.576
Chapitre 403 - entretien.	0	2.900.000	0	2.900.000	0	2.900.000
Chapitre 404 - transfert	18.000.000	-1.152.500	0	16.847.500	2.900.000	0
Total 40	586.912.000	82.415.500	0	669.327.500	671.871.621	-2.544.121
41 MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS TERRESTRES						
Chapitre 411 - personnel	738.860.000	-68.039.000	0	670.821.000	535.309.200	135.511.800
Chapitre 412 - matériel	148.763.000	2.371.000	0	151.134.000	142.170.842	8.963.158
Chapitre 413 - entretien.	12.174.000	0	0	12.174.000	10.391.312	1.782.688
Chapitre 415 - diverses	15.000.000	-15.000.000	0	0	0	0
- Total 41	914.797.000	-80.668.000	0	834.129.000	687.871.354	146.257.646
42 MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE						
Chapitre 421 personnel	3.446.635.000	0	0	3.446.635.000	2.835.867.332	610.767.688
Chapitre 422 - matériel	1.014.332.000	-100.000.000	0	914.332.000	1.011.990.596	-97.658.596
Chapitre 424 - transfert	3.791.438.000	0	0	3.791.438.000	3.774.080.400	17.357.600
Chapitre 425 - diverses	40.000.000	0	0	40.000.000	39.969.410	30.590
Total 42	8.292.405.000	-100.000.000	0	8.192.405.000	7.661.907.736	530.437.261
43 MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES						
Chapitre 431 - personnel	8.721.831.000	0	267.481.000	8.989.312.000	8.621.139.124	368.172.876
Chapitre 432 - matériel	3.019.881.000	32.000.000	264.947.000	3.316.828.000	2.964.704.084	352.123.915
Chapitre 435 - diverses	1.140.919.000	0	0	1.140.919.000	989.154.998	151.764.002
Total 43	12.882.631.000	32.000.000	532.428.000	13.447.059.000	12.574.998.206	872.080.794
44 MINISTÈRE DE L'ARTISANAT ET DE L'INDUSTRIE						
Chapitre 441 - personnel	267.780.000	0	-95.912.000	171.868.000	214.919.222	-43.051.222
Chapitre 442 - matériel	167.378.000	39.750.000	-68.213.000	138.915.000	180.907.216	-41.992.216
Chapitre 443 - entretien	8.082.000	0	0	8.082.000	8.034.200	47.800
Chapitre 444 - transfert	446.412.000	29.304.000	-40.340.000	435.376.000	446.412.000	-11.036.000
Total 44	889.652.000	69.054.000	-204.465.000	754.241.000	850.272.638	-96.031.638
45 MINISTÈRE DU COMMERCE						
Chapitre 451 - personnel	541.277.000	0	0	541.277.000	526.439.049	14.837.951
Chapitre 452 - matériel	194.699.000	100.000.000	0	294.699.000	266.730.471	7.968.529
Chapitre 454 - transfert	133.847.000	0	0	133.847.000	133.845.500	1.500
Total 45	869.823.000	100.000.000	0	969.823.000	947.015.020	22.807.980

**SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES
A LA DATE DU 31 DECEMBRE 2001**

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTÈRES	CREDITS OUVERTS 1	MODIFICAT. 2	Loi de Finances Rectificative 3	CREDITS DE LA GESTION 4	REGLEMENTS DE LA GESTION 5	DISPONIBLE OU DEPASSEM. 6
46 MINISTÈRE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT						
Chapitre 461 - personnel	583.762.000	0	33.845.000	617.607.000	772.286.867	-154.679.867
Chapitre 462 - matériel	147.794.000	26.912.000	20.444.000	195.150.000	168.992.137	26.157.863
Chapitre 463 - entretien	8.466.000	0	0	8.466.000	8.450.950	15.050
Total 46	740.022.000	26.912.000	54.289.000	821.223.000	949.729.954	-128.506.954
47 MINISTÈRE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE						
Chapitre 471 - personnel	472.324.000	0	95.912.000	484.023.004	84.212.996	84.212.996
Chapitre 472 - matériel	203.129.000	0	42.378.000	245.507.000	142.974.022	102.532.978
Chapitre 474 - transfert		0	40.340.000	40.340.000		40.340.000
Total 47	675.453.000	0	178.630.000	853.083.000	626.997.026	227.085.974
48 MINISTÈRE DU PLAN						
Chapitre 481 - personnel	232.278.000	0	-232.278.000	0	0	0
Chapitre 482 - matériel	128.336.000	0	-128.336.000	0	0	0
Chapitre 483 - entretien	0	0		0	0	0
Chapitre 484 - transfert	0	0		0	0	0
Total 48	360.614.000	0	-360.614.000	0	0	0
49 MINISTÈRE DU TOURISME						
Chapitre 491 - personnel	240.516.000	0	-240.516.000	0	-255.903.811	-255.903.811
Chapitre 492 - matériel	77.430.000	0	-77.430.000	0	72.967.756	-72.957.756
Chapitre 494 - transfert	7.776.000	0	-7.776.000	0	7.644.000	-7.644.000
Total 49	325.722.000	0	-325.722.000	0	336.515.567	-336.515.567
50 MINISTÈRE DE L'EDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR						
Chap. 501-591 personnel	64.746.183.000	0	-3.191.457.000	61.554.726.000	69.633.043.051	-8.078.317.051
Chap. 502-512 - matériel	12.018.459.000	357.696.000	32.222.000	12.406.377.000	13.658.034.076	-1.279.657.076
Chap. 503-593 - entretien	490.000.000	0	-13.725.000	470.275.000	395.886.991	80.588.099
Chap. 504-594 - transfert	1.233.372.000	112.445.000	26.830.112.000	28.265.929.000	31.818.520.916	-3.552.591.916
Total 50	79.578.814.000	470.141.000	23.657.152.000	102.705.307.000	115.536.485.034	2.830.1768.034
51 MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR						
Chapitre 511- personnel	482.864.000	0	-482.864.000	0	0	0
Chapitre 512 - matériel	601.119.000	0	-601.119.000	0	0	0
Chapitre 513 - entretien	16.275.000	0	-16.275.000	0	0	0
Chapitre 514 - transfert	27.030.727.000	26.000.000	-27.030.727.000	26.000.000	12.778.500	13.221.500
Total 51	28.130.985.000	26.000.000	-28.130.985.000	26.000.000	12.778.500	13.221.500

**SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES
A LA DATE DU 31 DECEMBRE 2001**

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTÈRES	CREDITS OUVERTS 1	MODIFICAT. 2	Loi de Finances Rectificative 3	CREDITS DE LA GESTION 4	REGLEMENTS DE LA GESTION 5	DISPONIBLE OU DEPASSEM. 6
52 MINISTÈRE DES SPORTS						
Chapitre 521 - personnel	958.402.000		0	958.402.000	2.050.561.124	-1.092.159.124
Chapitre 522 - matériel	1.412.785.000	90.000.000	0	1.502.785.000	1.571.609.700	68.824.790
Chapitre 523 - entretien.	143.489.000	-8.876.943	0	134.612.057	131.280.971	3.331.066
Chapitre 524 - transfert	50.000.000	0	0	50.000.000	53.583.752	-3.583.753
Total 52	2.564.876.000	81.123.057	0	2.645.799.057	3.807.635.547	-1.161.235.
53 MINISTÈRE DE LA CULTURE						
Chapitre 531 personnel	574.271.000	0	-115.528.000	458.743.000	114.007.805	344.735.195
Chapitre 532 - matériel	901.595.000	-42.686.000	-639.799.000	219.110.000	25.259.170	193.850.830
Chapitre 533 - entretien.	10.785.000	0	-10.765.000	0	0	0
Chapitre 534 - transfert	1.163.824.000	203.852.000	-306.670.000	1.061.306.000	3.670.000	1.057.636.000
Chapitre 535 - diverses	100.176.000	0	0	100.176.000	100.164.440	11.500
Total 53	2.750.631.000	161.166.000	1.072.462.000	1.839.835.000	243.101.415	1.596.233.585
54 MINISTÈRE DE LA SANTÉ						
Chapitre 541 - personnel	12.630.306.000	0	-615.692.000	12.014.614.000	9.925.560.108	2.089.053.892
Chapitre 542 - matériel	6.590.325.000	0	-204.000.000	6.386.325.000	6.461.046.475	-74.721.475
Chapitre 543 - entretien	781.250.000	0	0	781.250.000	758.750.166	22.499.834
Chapitre 544 - transfert	6.103.232.000	100.000.000	0	6.203.232.000	5.342.269.963	860.962.037
Total 54	26.105.113.000	100.000.000	-819.692.000	25.385.421.000	22.487.626.712	2.897.794.288
55 MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ENVIRONNEMENT ET HYGIÈNE PUBLIQUE						
Chapitre 551 personnel	649.221.000	0	2.444.1114.000	3.093.335.000	1.650.136.940	1.443.198.060
Chapitre 552 - matériel	643.730.000	0	460.116.000	1.107.846.000	857.251.260	250.594.740
Chapitre 553 - entretien	14.500.000	0	9.963.000	24.463.000	19.477.205	4.985.795
Chapitre 554 - transfert	63.000.000	0	0	63.000.000	63.000.000	0
Chapitre 555 - diverses	0	0	825.000.000	825.000.000	822.392.221	2.607.779
Total 55	1.370.451.000	0	3.743.193.000	5.113.644.000	3.412.257.626	1.701.386.374
56 MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT						
Chapitre 561 personnel	1.828.422.000	0	-1.828.422.000	0	0	0
Chapitre 562 - matériel	260.116.000		-260.116.000	0	0	0
Chapitre 564 - transfert	9.963.000	0	-9.963.000	0	0	0
Chapitre 565 - diverses	825.000.000	0	-825.000.000	0	0	0
Total 56	2.923.501.000	0	-2.923.501.000	0	0	0
57 MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE						
Chapitre 571 - personnel	1.169.274.000	0	-62.333.700	1.106.937.000	667.618.272	439.318.728
Chapitre 572 - matériel	275.844.000	-112.750.000	-2.755.000	160.339.000	335.810.925	-175.471.925
Chapitre 574 - transfert	300.742.000	0	0	300.742.000	311.768.000	-11.026.000
Total 57	1.745.860.000	-112.750.000	-65.092.000	1.568.018.000	1.315.197.197	252.820.803

SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES A LA DATE DU 31 DECEMBRE 2001

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTÈRES	CREDITS OUVERTS 1	MODIFICAT. 2	Loi de Finances Rectificative 3	CREDITS DE LA GESTION 4	REGLEMENTS DE LA GESTION 5	DISPONIBLE OU DEPASSEM. 6
58 MINISTÈRE DE LA FEMME ET DE LA RETITE ENFANCE						
Chapitre 581 - personnel	0	0	62.337.000	62.337.000	0	62.337.000
Chapitre 582 - matériel	0	0	2.755.000	2.755.000	7.694.540	-4.939.540
Total 58	21.566.554	0	0	21.566.554	21.566.554	57.397.460
59 MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE						
Chapitre 591 - personnel	0		3.697.201.000	3.697.201.000		3.697.201.000
Chapitre 592 - matériel	0	7.000.000	564.589.000	571.589.000	7.000.000	564.589.000
Chapitre 593 - entretien			30.000.000	30.000.000		30.000.000
Chapitre 594 - transfert			200.615.000	200.615.000		200.615.000
Total 59	0	7.000.000	4.492.405.000	4.499.405.000	7.000.000	4.492.405.000
60 DEPENSES COMMUNES						
Chapitre 601 - personnel	11.150.189.000	0	756.498.000	11.906.687.000	6.002.587.601	5.904.099.399
Chapitre 602 - matériel	2.531.405.000	148.018.277	0	2.679.423.277	3.572.374.788	-892.951.511
Chapitre 603 - entretien	885.000.000	-35.000.000	0	850.000.000	820.135.805	29.864.195
Chapitre 604 - transfert	129.377.000.000	-48.971.000	108.300.000.000	237.628.029.000	245.950.670.787	-8.322.641.787
Chapitre 605 - diverses	43.042.517.000	-4.226.777.430	2.126.156.000	40.943.895.570	32.654.965.139	8.288.930.401
TOTAL 60	186.986.111.000	-4.162.730.153	111.184.654.000	294.008.034.847	289.000.734.120	5.007.300.727
TOTAL GENERAL	25.400.000.000	0	85.800.000.000	711.200.000.000	720.931.532.084	-9.731.532.084
TOTAL HORS DOTATION	508.300.000.000	0	85.800.000.000	591.100.000.000	600.832.532.084	-9.731.532.084
TOTAL HORS SUB. BUG. INVEST.	508.800.000.000	0	85.800.000.000	594.600.000.000	604.331.532.084	-9.731.532.084

RECAPITULATION

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTÈRES	CREDITS OUVERTS 1	MODIFICAT. 2	Loi de Finances Rectificative 3	CREDITS DE LA GESTION 4	REGLEMENTS DE LA GESTION 5	DISPONIBLE OU DEPASSEM. 6
DETTE PUBLIQUE	131.400.000.000	0	-23.400.000.000	108.000.000.000	126.621.087.252	-18.621.087.252
Chapitre 601 - personnel	186.000.000.000	0	0	186.000.000.000	176.864.327.640	9.135.672.360
Chapitre 602 - matériel	60.969.241.000	2.620.983.197	62.968.902.197	63.387.232.084	63.387.232.084	-418.329.897
Chapitre 603 - entretien	7.016.310.000	210.171.057	-81.704.000	7.144.777.057	7.508.030.840	-363.253
Chapitre 604 - transfert	180.862.925.000	295.405.500	108.180.037.000	289.338.367.500	299.052.589.936	-9.714.222
Chapitre 605 - diverses	58.571.524.000	-4.946.559.754	1.722.989.000	55.347.953.246	45.096.264.332	10.249.58
Chapitre spéciales	580.000.000	1.820.000.000	0	2.400.000.000	2.400.000.000	
TOTAL	625.400.000.000	0	85.800.000.000	711.200.000.000	720.931.532.084	-9.731.532.084
TOTAL HORS DETTE	489.000.000.000	0	109.200.000.000	603.200.000.000	594.310.444.832	8.889.555.163
TOTAL HORS DOTATION	505.300.000.000	0	591.100.000.000	591.100.000.000	600.831.532.084	-9.731.532.084

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES BUDGETAIRES
(Investissement) Année 2001

CHAPITRE	LOI DE FINANCE INITIALE	MODIFICAT.	REPORT DE CREDIT	LOI DE FINANCE RECTIFICATIVE	DOTATION NETTE	REGLEMENTS	DISPONIBLE
804. GEOLOGIE MINES	575.000.000				575.000.000	574.794.722	205.278
806. ENERGIE	40.000.000			2.200.000.00	2.240.000.000	20.715.930	2.219.284.070
807. SOCIO. ECONOMIQ	1.220.000.000	65.000.000	1.200.000.000		2.485.000.000	771.162.682	1.713.837.318
809. ORGON DE RECH.	994.000.000	59.000.000	79.000.000		2.732.000.000	801.450.931	330.549.069
TOTAL 80	2.829.000.000	124.000.000	1.279.000.000	2.200.000.000	8.032.000.000	2.168.124.265	4.263.875.735
811. HYDRAULIQUE	440.000.000	-40.000.000			400.000.000	87.851.548	312.148.452
812. HYDRAULIQUE	1.459.000.000	1.450.000.000	183.000.000	2.000.000.000	5.106.000.000	2.688.311.361	2.403.688.639
815. ASSAINISSEMENT S	315.000.000	2.200.000.000		4.400.000.000	6.915.000.000	702.474.719	6.212.525.281
TOTAL 81	2.214.000.000	3.610.000.000	183.000.000	6.400.000.000	12.421.000.000	3.478.637.628	8.928.362.372
821. PROD. VEGETALE	12.833.000.000	-168.500.000	631.000.000		13.333.500.000	12.751.791.629	543.708.371
822. PROD. ANIMALE	770.000.000		195.000.000		965.000.000	868.653.760	96.346.240
823. FORETS	385.000.000	500.000.000			885.000.000	855.470.614	29.529.386
824. PECHE	4.000.000.000	-345.000.000			3.655.000.000	4.434.392.180	-779.392.180
TOTAL 82	17.988.000.000	-13.500.000	826.000.000	0	18.838.500.000	18.910.308.183	-109.808.183
837. IND DIVERSES	3.403.000.000	-1.086.000.000	2.110.500.000		4.217.500.000	1.722.183.398	2.705.316.602
838. COMM. ET ARTIS.	832.000.000		339.978.738		1.182.978.738	866.190.682	305.788.056
839. TOURISME	1.025.000.000				1.025.000.000	356.750.224	668.249.776
TOTAL 83	5.260.000.000	-1.086.000.000	2.450.478.738	0	6.425.478.738	2.945.124.304	3.679.354.434
841. INFR. ROUT TRANS.	24.585.000.000	-1.377.500.000	1.749.000.000	3.600.000.000	25.696.500.000	29.869.906.958	-1.313.406.958
842. ACQUISITION	150.000.000				2.400.000.000	750.091.135	-600.091.135
844. EQUIP. PETIT TRAIN				1400.000.000	1400.000.000		1400.000.000
845. AMENAG VOR / OMF	260.000.000	1.000.000.000			1.260.000.000	1.159.975.720	100.024.280
TOTAL 84	24.995.000.000	-377.500.000	1.749.000.000	5.000.000.000	30.756.500.000	31.779.973.813	-413.473.813
851. ENSEIG. PRIMAIRE	9.274.000.000			2.600.000.000	11.074.000.000	9.187.528.170	2.686.471.830
852. ENSEIG SECOND							
853. ENSEIG SUP.		189.000.000	50.000.000		239.000.000	167.835.071	-167.835.071
854. PRO HUM	1.500.000.000	-100.000.000		300.000.000	1.400.000.000	96.998.543	142.001.457
855. AR CEL JEU SP	3.646.000.000	40.000.000				1.691.793.979	8.206.021
856. HAB URB EDILITE	800.000.000		61.000.000		3.386.000.000	3.035.933.416	650.066.584
857. SANTE	9.282.000.000	375.000.000	194.600.000	2.700.000.000	1.145.000.000	590.639.809	270.360.191
TOTAL 85	24.502.000.000	504.000.000	305.600.000	5.600.000	12.551.600.000	8.847.896.606	3.703.703.394
861. POUVOIRS PUBL.	2.650.000.000	-1.056.000.000			30.095.600.000	23.618.625.594	7.292.974.406
862. ADMINIST CTLE	17.653.000.000	158.000.000	731.000.000		1.594.000.000	1.267.711.420	326.288.580
863. ADMINIST ETRAN	500.000.000	212.000.000	100.000.000		18.802.000.000	16.070.686.392	2.471.313.308
864. FORCES ARMEES	4.289.000.000	625.000.000	300.000.000		812.000.000	294.975.400	517.024.600
TOTAL 86	31.412.000.000	39.000.000	1.513.000.000		5.214.000.000	6.401.288.987	-1.187.288.987
872. PART.FI ORG PRO	7.400.000.000	-2.800.000.000			33.242.000.000	30.278.488.321	2.703.511.679
TOTAL 87	7.400.000.000	-2.800.000.000			4.600.000.000	3.978.922.720	621.077.280
TOTAL BUDGET	116.600.000.000	0	8.324.078.738	19.200.000.000	144.411.078.738	117.158.204.828	26.965.873.910

ANNEXE III

SITUATION DE L'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR
A LA DATE DU 31 DECEMBRE 2001

NOMENCLATURE	BALANCE D'ENTREE	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
1^{ère} Section : Comptes d'affectation spéciale	0			
910.01 Fonds national de retraite	0	20.762.302.414	28.882.738.072	-8.120.435.65
910.02 Investissement sur subvention	0	0	0	
901.03 Frais de contrôle des organismes d'assurances	0	431.944.562	336.285.543	95.659.01
910.04 Caisse d'encouragement à la pêche	0	791.328.563	642.328.580	148.999.98
910.06 Frais de contrôle des entreprises publiques	0	209.092.509	151.102.195	57.990.31
910.12 Participation lutte contre l'incendie	0	7.383.000	0	7.383.00
Sous Total	0	22.202.051.048	30.012.454.390	-7.810.403.34
2^{ème} Section : Comptes de commerce				
911.02 Opération des armées	4.650.992	12.693.764	13.032.520	4.312.3
911.03 Opération ets pénitenciers	0	0	0	
911.05 Opération Direction Prévision	0	0	0	
Sous Total	4.650.992	12.693.764	13.032.520	4.312.3
3^{ème} Section : Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers				
912.101 Règlement Sénégal P/C France	0	1.340.673.554	1.340.673.554	
912.102 Règlement France P/C Sénégal	0	25.	22995.431	
912.103 Règlement réciproques	-159.949	1.504.106.423	1.713.052.032	-368.895.59
Sous Total	-159.949.987	2.870.075.408	3.079.021.017	-368.895.9
4^{ème} Section : Comptes d'opérations monétaires				
913.01 Pertes et profits de change	0	356.209.796	0	356.209.796
Sous Total	0	356.209.796	0	356.209.796
5^{ème} Section : Comptes de prêts				
914.00 Prêts aux établis. Publics et sociétés	0	0	0	
914.01 Prêts aux collectivités locales				
914.02 Prêts divers particuliers et organismes	0	0	1.000.000.000	-1.000.000.000
914.03 Prêts aux particuliers	476.617.394	730.673.956	685.139.273	522.152.
Sous Total	476.617.394	730.673.956	1.685.139.273	-477.847.9
6^{ème} Section : Comptes d'avances				
915.00 Avances aux ets publics ets sociétés p.	0	0	0	
915.01 Avances 1 an collectivités locales	-1.777.379.252	229.852.097	0	-547.527.15
915.02 Avances 1 an organismes	-1.576.621.499	0	24.000.000	-1.600.621.49
915.03 Avances 1 an agents publics	-410.100.005	3.295.960.546	3.339.053.286	-453.192.74
Sous Total	-3.764.100.756.	3.525.812.643	3.363.053.286	-3.601.341.39
7^{ème} Section : Comptes de garantie et d'aval				
916.01 Comptes de garantie et d'aval	-10.404.539.527	1.217.366.184	5.186.625.220	-14.373.798.56
Sous Total	-10.404.539.527	1.217.366.184	5.186.625.220	-14.373.798.56
TOTAL GENERAL	-13.847.321.884	30.914.882.799	43.339.325.706	-26.271.764.79

PARTIE NON OFFICIELLE

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Rufisque

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional Hors Classe de Dakar.

Suivant réquisition n° 170 déposée le 6 mai 2008, le Receveur des Domaines de Rufisque, domicilié au Centre des Services fiscaux route des HLM, agissant au nom et pour le compte de l'Etat sénégalais, a demandé l'immatriculation au livre foncier de Rufisque d'un immeuble consistant en un terrain d'une contenance totale de 5 ha 00 a 00 ca situé à Gandoul Station et borné de tous les côtés par des terrains non immatriculés

1° Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat sénégalais et n'est, à sa connaissance, grévé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Samba SARR.*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Rufisque

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional Hors Classe de Dakar.

Suivant réquisition n° 234 déposée le 12 janvier 2008, le Receveur des Domaines de Rufisque, domicilié au Centre des Services fiscaux route des HLM, agissant au nom et pour le compte de l'Etat sénégalais, a demandé l'immatriculation au livre foncier de Rufisque d'un immeuble consistant en un terrain à usage industriel d'une contenance totale de 1 ha 00 a situé à Gandoul Yéba connu sous le nom de Gandoul Yéba et borné de tous les côtés par des terrains non immatriculés

1° Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat sénégalais et n'est, à sa connaissance, grévé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Samba SARR.*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Rufisque

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional Hors Classe de Dakar.

Suivant réquisition n° 235 déposée le 12 janvier 2008, le Receveur des Domaines de Rufisque, domicilié au Centre des Services fiscaux route des HLM, agissant au nom et pour le compte de l'Etat sénégalais, a demandé l'immatriculation au livre foncier de Rufisque d'un immeuble consistant en un terrain à usage industriel d'une contenance totale de 6 a 16 ca situé à Sébikotane connu sous le nom de Sébi Autocom et borné au Nord par la route nationale n° 2 et des autres côtés par des terrains non immatriculés

1° Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat sénégalais et n'est, à sa connaissance, grévé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Samba SARR.*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Rufisque

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional Hors Classe de Dakar.

Suivant réquisition n° 236 déposée le 12 janvier 2008, le Receveur des Domaines de Rufisque, domicilié au Centre des Services fiscaux route des HLM, agissant au nom et pour le compte de l'Etat sénégalais, a demandé l'immatriculation au livre foncier de Rufisque d'un immeuble consistant en un terrain à usage industriel d'une contenance totale de 28 a 82 ca situé à Sébikotane connu sous le nom de Sonatel Sébikotane et borné de tous les côtés par des terrains non immatriculés

1° Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat sénégalais et n'est, à sa connaissance, grévé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Samba SARR.*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Rufisque

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional Hors Classe de Dakar.

Suivant réquisition n° 237 déposée le 12 janvier 2008, le Receveur des Domaines de Rufisque, domicilié au Centre des Services fiscaux route des HLM, agissant au nom et pour le compte de l'Etat sénégalais, a demandé l'immatriculation au livre foncier de Rufisque d'un immeuble consistant en un terrain à usage industriel d'une contenance totale de 1.200 m² situé à Niaga connu sous le nom de Sonatel Niaga et borné à l'Est par une route vers Niaga et des autres côtés par des terrains non immatriculés

1° Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat sénégalais et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Samba SARR.*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Rufisque

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional Hors Classe de Dakar.

Suivant réquisition n° 238 déposée le 12 janvier 2008, le Receveur des Domaines de Rufisque, domicilié au Centre des Services fiscaux route des HLM, agissant au nom et pour le compte de l'Etat sénégalais, a demandé l'immatriculation au livre foncier de Rufisque d'un immeuble consistant en un terrain à usage industriel d'une contenance totale de 250 m² situé à Sonatel Niangal et borné au sud par un passage et des autres côtés par des terrains non immatriculés

1° Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat sénégalais et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Samba SARR.*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Rufisque

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional Hors Classe de Dakar.

Suivant réquisition n° 239 déposée le 12 janvier 2008, le Receveur des domaines de Rufisque, domicilié au Centre des Services fiscaux route des HLM, agissant au nom et pour le compte de l'Etat sénégalais, a demandé l'immatriculation au livre foncier de Rufisque d'un immeuble situé à Gorom connu sous le nom de Sonatel Gorom et borné de tous les côtés par des terrains non immatriculés

1° Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat sénégalais et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Samba SARR.*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Fatik

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional de Fatik.

Suivant réquisition n° 5 déposée le 1^{er} juillet 2010, le Chef du Bureau des Domaines demeurant et domicilié en son bureau au Centre des Services fiscaux de Fatik agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal en exécution des prescriptions du décret n° 2002-688 MEF-DGID-DEDT du 5 juillet 2002, a demandé l'immatriculation au livre foncier de Fatik d'un immeuble consistant en un terrain bâti, d'une contenance totale de 63 a 53 ca situé à Sadio, connu sous le nom de Site SONATEL, borné au Nord par la route de Taïf, au Sud par une rue sans nom, à l'Est et à l'Ouest par des rues non dénommées.

1° Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels, pour avoir été incorporé au domaine national par l'effet des dispositions de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue par le décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 et en application des dispositions des articles 29 et suivants.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Ngor DIONE.*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Fatick

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional de Fatick.

Suivant réquisition n° 6 déposée le 1^{er} juillet 2010, le Chef du Bureau des Domaines demeurant et domicilié en son bureau au Centre des Services fiscaux de Fatick agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal en exécution des prescriptions du décret n° 2002-688 MEF-DGID-DEDT du 5 juillet 2002, a demandé l'immatriculation au livre foncier de Fatick d'un immeuble consistant en un terrain bâti, d'une contenance totale de 36 a 00 ca situé à Taïf, connu sous le nom de Site SONATEL, borné au Nord et au Sud par des terrains présumés domaniaux, à l'Est par le projet des femmes et à l'Ouest par une rue sans nom.

1° Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal et n'est, à sa connaissance, grévé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels, pour avoir été incorporé au domaine national par l'effet des dispositions de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue par le décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 et en application des dispositions des articles 29 et suivants.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Ngor DIONE.*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Fatick

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional de Fatick.

Suivant réquisition n° 7 déposée le 1^{er} juillet 2010, le Chef du Bureau des Domaines demeurant et domicilié en son bureau au Centre des Services fiscaux de Fatick agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal en exécution des prescriptions du décret n° 2002-688 MEF-DGID-DEDT du 5 juillet 2002, a demandé l'immatriculation au livre foncier de Fatick d'un immeuble consistant en un terrain bâti, d'une contenance totale de 13 a 69 ca situé à Colobane, connu sous le nom de Site SONATEL, borné au Nord par un terrain présumé domanial, au Sud par la route Khelcom, à l'Est et à l'Ouest par des terrains présumés domaniaux.

1° Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal et n'est, à sa connaissance, grévé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels, pour avoir été incorporé au domaine national par l'effet des dispositions de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue par le décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 et en application des dispositions des articles 29 et suivants.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Ngor DIONE.*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Fatick

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional de Fatick.

Suivant réquisition n° 8 déposée le 1^{er} juillet 2010, le Chef du Bureau des Domaines demeurant et domicilié en son bureau au Centre des services fiscaux de Fatick agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal en exécution des prescriptions du décret n° 2002-688 MEF-DGID-DEDT du 5 juillet 2002, a demandé l'immatriculation au livre foncier de Fatick d'un immeuble consistant en un terrain bâti, d'une contenance totale de 29 a 14 ca situé à Mbar, connu sous le nom de Site SONATEL, borné au Nord-Est par une rue de 15 m, au Nord-Ouest par la route de Mbar-Touba Fall, au Sud Est et au Sud-Ouest par des terrains présumés domaniaux.

1° Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal et n'est, à sa connaissance, grévé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels, pour avoir été incorporé au domaine national par l'effet des dispositions de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue par le décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 et en application des dispositions des articles 29 et suivants.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Ngor DIONE.*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Fatick

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional de Fatick.

Suivant réquisition n° 9 déposée le 1^{er} juillet 2010, le Chef du Bureau des Domaines demeurant et domicilié en son bureau au Centre des Services fiscaux de Fatick agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal en exécution des prescriptions du décret n° 2002-688 MEF-DGID-DEDT du 5 juillet 2002, a demandé l'immatriculation au livre foncier de Fatick d'un immeuble consistant en un terrain bâti, d'une contenance totale de 20 a 00 ca situé à Ndiène-Logane, connu sous le nom de Site SONATEL, borné au Nord par un terrain présumé domanial, au Sud par la route Gossas-Mbar, à l'Est et à l'Ouest par des terrains présumés domaniaux.

1° Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal et n'est, à sa connaissance, grévé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels, pour avoir été incorporé au domaine national par l'effet des dispositions de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue par le décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 et en application des dispositions des articles 29 et suivants.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Ngor DIONE.*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Fatick

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional de Fatick.

Suivant réquisition n° 10 déposée le 1^{er} juillet 2010, le Chef du Bureau des Domaines demeurant et domicilié en son bureau au Centre des Services fiscaux de Fatick agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal en exécution des prescriptions du décret n° 2002-688 MEF-DGID-DEDT du 5 juillet 2002, a demandé l'immatriculation au livre foncier de Fatick d'un immeuble consistant en un terrain bâti, d'une contenance totale de 15 a 37 ca situé à Mbadakhoune, connu sous le nom de Site SONATEL, borné au Nord par une rue non dénommée, au Sud par un terrain présumé domanial, à l'Est par une rue sans nom et à l'Ouest par les lots sans numéro.

1° Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal et n'est, à sa connaissance, grévé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels, pour avoir été incorporé au domaine national par l'effet des dispositions de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue par le décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 et en application des dispositions des articles 29 et suivants.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Ngor DIONE.*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Fatick

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional de Fatick.

Suivant réquisition n° 11 déposée le 1^{er} juillet 2010, le Chef du Bureau des Domaines demeurant et domicilié en son bureau au Centre des Services fiscaux de Fatick agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal en exécution des prescriptions du décret n° 2002-688 MEF-DGID-DEDT du 5 juillet 2002, a demandé l'immatriculation au livre foncier de Fatick d'un immeuble consistant en un terrain bâti, d'une contenance totale de 30 a 00 ca situé à Ganiek Khodié, connu sous le nom de Site SONATEL, borné de tous côtés par des terrains présumés domaniaux.

Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal et n'est, à sa connaissance, grévé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels, pour avoir été incorporé au domaine national par l'effet des dispositions de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue par le décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 et en application des dispositions des articles 29 et suivants.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Ngor DIONE.*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Fatick

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional de Fatick.

Suivant réquisition n° 12 déposée le 1^{er} juillet 2010, le Chef du Bureau des Domaines demeurant et domicilié en son bureau au Centre des Services fiscaux de Fatick agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal en exécution des prescriptions du décret n° 2002-688 MEF-DGID-DEDT du 5 juillet 2002, a demandé l'immatriculation au livre foncier de Fatick d'un immeuble consistant en un terrain bâti, d'une contenance totale de 25 a 00 ca situé à Ndiago, connu sous le nom de Site SONATEL, borné de tous côtés par des terrains présumés domaniaux.

Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal et n'est, à sa connaissance, grévé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels, pour avoir été incorporé au domaine national par l'effet des dispositions de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue par le décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 et en application des dispositions des articles 29 et suivants.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Ngor DIONE.*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Fatick

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional de Fatick.

Suivant réquisition n° 13 déposée le 1^{er} juillet 2010, le Chef du Bureau des Domaines demeurant et domicilié en son bureau au Centre des Services fiscaux de Fatick agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal en exécution des prescriptions du décret n° 2002-688 MEF-DGID-DEDT du 5 juillet 2002, a demandé l'immatriculation au livre foncier de Fatick d'un immeuble consistant en un terrain bâti, d'une contenance totale de 16 a 00 ca situé à Ngathie Naoudé, connu sous le nom de Site SONATEL, borné de tous côtés par des terrains présumés domaniaux.

Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal et n'est, à sa connaissance, grévé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels, pour avoir été incorporé au domaine national par l'effet des dispositions de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue par le décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 et en application des dispositions des articles 29 et suivants.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Ngor DIONE.*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Fatick

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional de Fatick.

Suivant réquisition n° 14 déposée le 1^{er} juillet 2010, le Chef du Bureau des Domaines demeurant et domicilié en son bureau au Centre des Services fiscaux de Fatick agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal en exécution des prescriptions du décret n° 2002-688 MEF-DGID-DEDT du 5 juillet 2002, a demandé l'immatriculation au livre foncier de Fatick d'un immeuble consistant en un terrain bâti, d'une contenance totale de 37 a 73 ca situé à Ourour connu sous le nom de Site SONATEL, borné de tous côtés par des terrains présumés domaniaux.

Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal et n'est, à sa connaissance, grévé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels, pour avoir été incorporé au domaine national par l'effet des dispositions de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue par le décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 et en application des dispositions des articles 29 et suivants.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Ngor DIONE.*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Fatick

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional de Fatick.

Suivant réquisition n° 15 déposée le 1^{er} juillet 2010, le Chef du Bureau des Domaines demeurant et domicilié en son bureau au Centre des Services fiscaux de Fatick agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal en exécution des prescriptions du décret n° 2002-688 MEF-DGID-DEDT du 5 juillet 2002, a demandé l'immatriculation au livre foncier de Fatick d'un immeuble consistant en un terrain bâti, d'une contenance totale de 25 a 00 ca situé à Patar-Lia connu sous le nom de Site SONATEL, borné de tous côtés par des terrains présumés domaniaux.

Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal et n'est, à sa connaissance, grévé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels, pour avoir été incorporé au domaine national par l'effet des dispositions de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue par le décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 et en application des dispositions des articles 29 et suivants.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Ngor DIONE.*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Fatick

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional de Fatick.

Suivant réquisition n° 16 déposée le 1^{er} juillet 2010, le Chef du Bureau des Domaines demeurant et domicilié en son bureau au Centre des Services fiscaux de Fatick agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal en exécution des prescriptions du décret n° 2002-688 MEF-DGID-DEDT du 5 juillet 2002, a demandé l'immatriculation au livre foncier de Fatick d'un immeuble consistant en un terrain bâti, d'une contenance totale de 36 a 00 ca situé à Diaoule connu sous le nom de Site SONATEL, borné de tous côtés par des terrains présumés domaniaux.

Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal et n'est, à sa connaissance, grévé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels, pour avoir été incorporé au domaine national par l'effet des dispositions de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue par le décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 et en application des dispositions des articles 29 et suivants.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Ngor DIONE.*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Fatick

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional de Fatick.

Suivant réquisition n° 17 déposée le 1^{er} juillet 2010, le Chef du Bureau des Domaines demeurant et domicilié en son bureau au Centre des services fiscaux de Fatick agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal en exécution des prescriptions du décret n° 2002-688 MEF-DGID-DEDT du 5 juillet 2002, a demandé l'immatriculation au livre foncier de Fatick d'un immeuble consistant en un terrain bâti, d'une contenance totale de 19 a 49 ca situé à Thiaré Ndialgui connu sous le nom de Site SONATEL, borné au Nord, au Sud à l'Est et à l'Ouest par des terrains présumés domaniaux.

Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal et n'est, à sa connaissance, grévé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels, pour avoir été incorporé au domaine national par l'effet des dispositions de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue par le décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 et en application des dispositions des articles 29 et suivants.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Ngor DIONE*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Fatick

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional de Fatick.

Suivant réquisition n° 18 déposée le 1^{er} juillet 2010, le Chef du Bureau des Domaines demeurant et domicilié en son bureau au Centre des Services fiscaux de Fatick agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal en exécution des prescriptions du décret n° 2002-688 MEF-DGID-DEDT du 5 juillet 2002, a demandé l'immatriculation au livre foncier de Fatick d'un immeuble consistant en un terrain bâti, d'une contenance totale de 5 a 3 ca situé à Diakhao Sine, connu sous le nom de Site SONATEL, borné au Nord, au Sud à l'Est et à l'Ouest par le surplus de la Préfecture Diakhao-Sine.

Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal et n'est, à sa connaissance, grévé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels, pour avoir été incorporé au domaine national par l'effet des dispositions de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue par le décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 et en application des dispositions des articles 29 et suivants.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
Ngor DIONE.

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Fatick

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional de Fatick.

Suivant réquisition n° 19 déposée le 1^{er} juillet 2010, le Chef du Bureau des Domaines demeurant et domicilié en son bureau au Centre des Services fiscaux de Fatick agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal en exécution des prescriptions du décret n° 2002-688 MEF-DGID-DEDT du 5 juillet 2002, a demandé l'immatriculation au livre foncier de Fatick d'un immeuble consistant en un terrain bâti, d'une contenance totale de 25 a 00 ca situé à Mbéllacadio, connu sous le nom de Site SONATEL, borné au Nord, au Sud, à l'Ouest par des rues non dénommées et à l'Est par la route de Gandiaye.

Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal et n'est, à sa connaissance, grévé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels, pour avoir été incorporé au domaine national par l'effet des dispositions de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue par le décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 et en application des dispositions des articles 29 et suivants.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
Ngor DIONE.

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Fatick

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional de Fatick.

Suivant réquisition n° 20 déposée le 1^{er} juillet 2010, le Chef du Bureau des Domaines demeurant et domicilié en son bureau au Centre des Services fiscaux de Fatick agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal en exécution des prescriptions du décret n° 2002-688 MEF-DGID-DEDT du 5 juillet 2002, a demandé l'immatriculation au livre foncier de Fatick d'un immeuble consistant en un terrain bâti, d'une contenance totale de 30 a 25 ca situé à Niakhar, connu sous le nom de Site SONATEL, borné au Nord, par une rue sans nom, au Sud par un terrain vague, à l'Est par un terrain présumé domanial et à l'Ouest par la route Bambey-Fatick.

Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal et n'est, à sa connaissance, grévé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels, pour avoir été incorporé au domaine national par l'effet des dispositions de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue par le décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 et en application des dispositions des articles 29 et suivants.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
Ngor DIONE.

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Fatick

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional de Fatick.

Suivant réquisition n° 21 déposée le 1^{er} juillet 2010, le Chef du Bureau des Domaines demeurant et domicilié en son bureau au Centre des Services fiscaux de Fatick agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal en exécution des prescriptions du décret n° 2002-688 MEF-DGID-DEDT du 5 juillet 2002, a demandé l'immatriculation au livre foncier de Fatick d'un immeuble consistant en un terrain bâti, d'une contenance totale de 12 a 13 ca situé à Patar-Sine, quartier forage, connu sous le nom de quartier forage, et borné au Nord par la maternité, et de tous les autres côtés par des rues non dénommées.

Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal et n'est, à sa connaissance, grévé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels, pour avoir été incorporé au domaine national par l'effet des dispositions de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue par le décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 et en application des dispositions des articles 29 et suivants.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
Ngor DIONE.

ANNONCES

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)

Etude de M^e Papa Sambaré Diop, *notaire*
186, Avenue Lamine Guèye - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier n° 1.339-DG, devenu le titre foncier n° 3.445-DK appartenant à M. Serigne Mbaye Sy Ndiaye. 2-2

Etude de M^{es} Papa Ismaël Kâ
& Alioune Kâ, *notaires*
94, Rue Felix Faure BP 2899 - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du certificat d'inscription du droit de superficie portant sur le titre foncier n° 711-DP, appartenant à M. Sidiki Kaba. 2-2

Etude de M^e Moussa Mbacké, *notaire*
27, Avenue Georges Pompidou - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 9.808-de Grand Dakar ex 24.468-DG, en cours de transfert au livre foncier de Ngor Almadies (NGA), appartenant à M. Mbaye Dieng. 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 9.809-de Grand Dakar ex 24.469-DG, en cours de transfert au livre foncier de Ngor Almadies (NGA), appartenant à M. Mamadou Moustapha Tall. 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 13.499-de Grand Dakar ex 3.899-DG, en cours de transfert au livre foncier de Ngor Almadies (NGA), appartenant à M. Mamadou Guèye. 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 2.108 de Thiès, appartenant à M. Youssoupha Guèye. 2-2

Cabinet de M^r Mbaye Jacques Ndiaye,
Avocat à la cour
29, rue Moussé Diop - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 9897-DG, en cours de transfert au livre foncier de Ngor Almadies (NGA), appartenant à « CODIPRAL » Compagnie de Distribution alimentaire à Dakar. 2-2

PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

RECEPISSE

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970 fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes administratifs à caractère réglementaire et des actes administratifs à caractère individuel, modifiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971.

Le numéro 6538 du *Journal officiel* en date du 31 juillet 2010 a été déposé au Secrétariat général du Gouvernement, le 16 août 2010.

Le Secrétaire général du Gouvernement,
M. Papa Ousmane Guèye,

PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

RECEPISSE

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970 fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes administratifs à caractère réglementaire et des actes administratifs à caractère individuel, modifiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971.

Le numéro 6539 du *Journal officiel* en date du 7 août 2010 a été déposé au Secrétariat général du Gouvernement, le 16 août 2010.

Le Secrétaire général du Gouvernement,
M. Papa Ousmane Guèye,

PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

RECEPISSE

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970 fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes administratifs à caractère réglementaire et des actes administratifs à caractère individuel, modifiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971.

Le numéro 6540 du *Journal officiel* en date du 9 août 2010 a été déposé au Secrétariat général du Gouvernement, le 9 août 2010.

Le Secrétaire général du Gouvernement,
M. Papa Ousmane Guèye,

RUFISQUE - Imprimerie nationale DL n° 6522
